

**Administration Communale de
MOLENBEEK-SAINT-JEAN**



**Gemeentebestuur van
SINT-JANS-MOLENBEEK**

20, rue du Comte de Flandre
20, Graaf van Vlaanderenstraat
Bruxelles - 1080 - Brussel

① : 02/412.37.34 - Fax : 02/412.36.83
E-Mail : urbanisme@molenbeek.irisnet.be
Website : www.molenbeek.be

Service/Dienst : URBANISME/STEDENBOUW
Votre/Uw Corresp. : S.Vandervorst
Réf/Ref : RU.1392.2016
Vos Réf/Uw Ref : FB/vte ANTA BARBON-CALICIS à x
Annexes/Bijlagen :

Notaire Frédéric BERG
Chaussée de Haecht, 831

1140 EVERE

Molenbeek-Saint-Jean, le 01 juillet 2016

RENSEIGNEMENTS URBANISTIQUES DELIVRES PAR LA COMMUNE

Notaire,

En réponse à votre demande de renseignements urbanistiques en date du 19/05/2016, (payé le 18/05/2016) concernant le bien sis **Avenue Edouard Bénès 185** cadastré 21526/d/65/l, nous avons l'honneur de vous délivrer le présent document, dressé sous réserve des résultats de l'instruction approfondie à laquelle il serait procédé au cas où une demande de certificat d'urbanisme, de permis d'urbanisme ou de permis de lotir était introduite au sujet du bien considéré.

A. RENSEIGNEMENTS URBANISTIQUES RELATIFS AUX DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES REGIONALES ET COMMUNALES QUI S'APPLIQUENT AU BIEN :

1°) En ce qui concerne la destination :

Le bien se situe :

- Au Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) approuvé par arrêté du Gouvernement du 3 mai 2001, en zone(s) zone d'habitation,
- Dans le périmètre du plan particulier d'affectation du sol (PPAS) _____ ;
- Dans le périmètre du permis de lotir (PL) _____ octroyé par... en date du... ;
- Au Plan Régional de Développement (PRD-DRL) : Espaces de développement renforcé du logement et de la rénovation (_____)
- Zone d'enseigne générale au RRU

Les zones et les prescriptions littérales du PRAS sont consultables sur le portail régional de l'urbanisme : <http://urbanisme.brussels>.

Le périmètre des PPAS et des PL sont consultables sur le site internet suivant : www.brugis.be, leur contenu est disponible, sur demande, auprès du service urbanisme de la commune.

2°) En ce qui concerne les conditions auxquelles un projet de construction serait soumis :

Doivent être respectées les dispositions des textes légaux suivants :

- Règlement Régional d'Urbanisme (RRU) du 21 novembre 2006
- Règlement Communal sur les Bâtisses du 15 avril 1932
- Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) démographique du 2 mai 2013
- Règlement Communal d'urbanise-zoné (RCUZ) en cours d'élaboration

Les prescriptions du PRAS et des règlements régionaux d'urbanisme sont consultables sur le portail régional de l'urbanisme : <http://urbanisme.brussels>.

Le périmètre des PPAS, des PL et des RCU sont consultables sur le site internet suivant : www.brugis.be, leur contenu est disponible, sur demande, auprès du service urbanisme de la commune.

3°) En ce qui concerne une expropriation éventuelle qui porterait sur le bien :

- A ce jour, l'administration communale a connaissance que le bien considéré est repris au **plan d'expropriation** approuvé par..., autorisant..., à exproprier le bien.

4°) En ce qui concerne l'existence d'un périmètre de préemption :

- A ce jour, l'administration communale a connaissance que le bien considéré se situe dans le **périmètre de préemption** relatif..., approuvé par arrêté du Gouvernement du...;

5°) En ce qui concerne les mesures de protection du patrimoine relatives au bien :

- Le bien est inscrit sur la **liste de sauvegarde** par arrêté du Gouvernement du...;
- Le bien est **classé** par...;
- Le bien fait l'objet d'une **procédure** d'inscription sur la liste de sauvegarde / de classement initiée par arrêté du Gouvernement du...;
- Le bien est situé en **zone de protection** d'un ou plusieurs monument(s), ensemble(s) ou site(s) classé(s);
- Le bien fait l'objet d'un **plan de gestion patrimoniale**, tel que visé aux articles 242/1 et suivants du CoBAT, suivant...;
- Le Gouvernement a fait application, pour le bien visé, de l'article 222, § 6, alinéas 2 et 3 du CoBAT : **conditions imposées** dans le cadre d'une décision du Gouvernement de ne pas entamer la procédure de classement relative au bien concerné / de ne pas le classer;

Par mesure transitoire, les immeubles qui ont fait l'objet d'une autorisation de bâtir ou d'une construction antérieure au 1^{er} janvier 1932 sont considérés comme inscrits dans l'inventaire du patrimoine immobilier de la Région (article 333 du CoBAT).

Pour ce qui concerne les éventuelles « autorisations patrimoine », des informations peuvent être obtenues à la Région, auprès de la Direction des Monuments et des Sites.

6°) En ce qui concerne l'inventaire des sites d'activités inexploités :

- Le bien est repris à l'inventaire des **sites d'activités inexploités**;

7°) En ce qui concerne l'existence d'un plan d'alignement :

- A ce jour, l'administration communale a connaissance d'un **plan d'alignement** approuvé par arrêté royal / le conseil communal / l'arrêté du Gouvernement du..., portant la rue / l'avenue / la chaussée / la place / le square / le chemin, ... à une largeur de... mètres et autorisant l'expropriation des emprises nécessaires à cet effet.

8°) Autres renseignements :

- Le bien est compris dans le **contrat de quartier** suivant...;
- Le bien se situe à proximité directe d'un site visé par l'ordonnance du 1^{er} mars 2012 relative à la **conservation de la nature** (réserve naturelle, réserve forestière ou zone Natura 2000);
- Afin de savoir dans quelle catégorie le bien est repris à l'inventaire de l'**état du sol** au sens de l'article 3, 15° de l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués, des renseignements peuvent être pris auprès de l'IBGE, Gulledele 100, 1200 BRUXELLES ou via son site internet : www.bruxellesenvironnement.be ;
- Afin de vérifier si le bien est grevé d'une servitude pour canalisation pour **transport de produits gazeux** dans le cadre de la loi du 12 avril 1965, des renseignements peuvent être pris auprès de Fluxys Belgium SA, Avenue des Arts 31 à 1040 Bruxelles ;
- **Dans le cas d'un rez-de-chaussée commercial**, il y a lieu, préalablement à toute modification de l'activité commerciale :
 - de posséder toutes les autorisations nécessaires en fonction du type de commerce envisagé (permis d'urbanisme relatif à un changement d'utilisation ou à un changement d'activité commerciale, permis d'environnement, attestation relative aux débits de boissons, etc).

- B. AU REGARD DES ELEMENTS ADMINISTRATIFS A NOTRE DISPOSITION, CI-DESSOUS, LES RENSEIGNEMENTS URBANISTIQUES COMPLEMENTAIRES DESTINES A TOUT TITULAIRE D'UN DROIT REEL SUR UN BIEN IMMOBILIER, AUX PERSONNES QU'IL AUTORISE OU MANDATE AINSI QU'A TOUTE PERSONNE INTERVENANT A L'OCCASION DE LA MUTATION D'UN BIEN IMMOBILIER :

1°) En ce qui concerne les autorisations, permis et certificats :

Veuillez noter que le permis d'urbanisme a une durée de validité de deux ans. Les travaux doivent être réalisés ou entamés conformément aux conditions et plans du permis d'urbanisme dans les deux ans de sa délivrance.

- Permis d'Urbanisme référencé PU-29307, pour la construction d'un immeuble R+5/6.
- Permis d'Environnement PE 27.172, parking couvert pour 49 véhicules et un parking à l'air libre pour 74 véhicules – date permis 27/11/2013 – Classe 1B – durée 15 années
- Permis d'Environnement PE 21.610, dépôt de 10.000 Lt. de mazout – date permis 30/12/1966 – Classe 2
- Permis d'Environnement PE 23.779, chauffée au gaz – Classe 2

Permis d'urbanisme valable(s) pour autant que les travaux soient réalisés conformément aux plans et conditions émis.

La description des travaux autorisés et les éventuelles conditions d'octroi sont accessibles, sur demandes, auprès de l'autorité délivrante (commune ou Région).

2°) en ce qui concerne les affectations et utilisations licites :

- *Au regard des éléments administratifs à notre disposition (PU 29.307), nous confirmons les affectations et utilisations suivantes :*
--> Immeuble à appartements :

En annexe vous pouvez trouver copies du permis + plans (PU 29307)

3°) Observations complémentaires : /

4°) En ce qui concerne les constats d'infraction :

- ~~Le bien fait l'objet d'un **constat d'infraction** dressé le, ayant pour objet;~~
- ~~La ou les infractions font l'objet de **poursuites judiciaires** depuis le... ;
La procédure est en cours d'instruction,
Un jugement a été rendu le..., par..., ordonnant...
Une procédure d'appel est en cours d'instruction, depuis le...;~~
- ~~La ou les infractions font l'objet d'une **procédure d'amende administrative** depuis le....
Une conciliation préalable est en cours venant à échéance le....
La procédure est en cours d'instruction,
Une décision est intervenue le..., portant sur...
Un recours administratif à l'encontre de cette décision a été introduit,
Une décision a été rendue par le fonctionnaire compétent ordonnant ...;~~
- ~~Un recours est pendant au Conseil d'Etat;~~

5°) Antennes Paraboliques :

Selon le règlement général de police coordonné adopté le 30/06/2005, modifié les 20/09/2007, 18/09/2008, 19/02/2009 et 3/04/2014, Article 58, et selon l'arrêté du gouvernement de la région de Bruxelles-capitale déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune ou de la commission royale des monuments et des sites ou de l'intervention d'un architecte du 13 novembre 2008

Les propriétaires ou utilisateurs d'antennes, de paraboles et d'enseignes lumineuses doivent constamment en contrôler la parfaite stabilité.

Les antennes ne peuvent jamais être installées en façade avant d'immeuble ou ne peuvent pas être visibles depuis l'espace public.

Toute antenne ou toute enseigne lumineuse ou non, qui n'est plus utilisée, devra être enlevée dans les trente jours suivant la cessation de l'usage.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros. En outre, il est tenu d'enlever l'antenne, l'enseigne lumineuse et/ou la parabole concernée, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

6°) Vente immobilière et infraction urbanistique :

Aucun actes, travaux et modifications visés à l'article 98 §1 et 205/1 ne peuvent être effectués sur le bien objet de l'acte, tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu ou que la déclaration urbanistique préalable n'a pas été faite.

En outre, dans le cadre des sanctions prévues suite à une infraction urbanistique, il est à noter que l'article 308 du Cobat¹ prescrit que, «à la demande des acquéreurs ou des locataires le Tribunal peut annuler aux frais du condamné, leurs titres d'acquisition ou de location, sans préjudice du droit à l'indemnisation à charge du coupable».

De plus, la commune signale que les renseignements urbanistiques repris ci-dessus n'entérinent nullement les différents changements d'affectation ou d'utilisation du bien ayant éventuellement eu lieu depuis le 23/11/1993 sans autorisation.

Ce courrier ne régularise pas les infractions urbanistiques qui pourraient éventuellement être constatées sur place.

Pour le Collège,

Par ordonnance,
le Secrétaire adjoint,

Gilbert HILDGEN

Pour le Bourgmestre,
l'Echevin de l'Urbanisme délégué,

Olivier MAHY

Les renseignements urbanistiques figurant au présent document ne sont pas périmés à la date du 01/07/2016

OBSERVATIONS

1° Le présent document ne dispense pas de se rendre titulaire d'un permis d'urbanisme pour les actes et travaux énumérés à l'article 98 §1^{er} du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) ou d'un permis de lotir défini par l'article 103 du CoBAT

2° Les actes et travaux portant sur un bien classé ou pour lequel une procédure de classement a été entamée, inscrit sur la liste de sauvegarde ou pour lequel une procédure d'inscription sur la liste de sauvegarde a été entamée, ou inscrit à l'inventaire du patrimoine immobilier sont soumis aux dispositions de l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier.

3° Toute personne peut prendre connaissance auprès de l'administration communale du contenu des demandes de certificat ou de permis d'urbanisme ou de permis de lotir introduites ou des certificats et permis délivrés et obtenir copie des éléments communicables en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1992 relatif à la communication des informations et documents en matière de planification et d'urbanisme.

4° Des copies ou extraits des projets de plans approuvés, des permis de lotir non périmés, des plans d'alignement et des règlements d'urbanisme peuvent être obtenus auprès de l'administration communale en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1992 relatif à la communication des informations et documents en matière de planification et d'urbanisme.

¹ Code Bruxellois de l'aménagement du territoire

UITTREKSEL UIT DE NOTulen VAN HET SCHEPENCOLLEGE.

ZITTING van 28 januari 1966

Aanwezig: MM. MACHTIENS, *Achiel*, burgemeester-voorzitter;
SERBISCHTS, *de Breecht*, schepen;
PEYERAGE, *VAN LOO*, VAN DOORNE, *GENOT*, schepen;
en *WIERINCK*, secretaris.

HET COLLEGE VAN BURGEMEESTER EN SCHEPENEN,

Gelet op de aanvraag ingediend door M. VAN HEE, Achiel, J., Bohemen, Wijchelen met betrekking tot een perceel gelegen *Edouard Bénèslaan*;

Overwegende dat het bewijs van ontvangst van die aanvraag de datum draagt van 8 december 1965;

Gelet op de wet van 29 maart 1962 houden de organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw;

Gelet op artikel 90, 8^e, van de gemeentewet, zoals het bij artikel 71 van voornoemde wet gewijzigd is;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 april 1962 betreffende de behandeling van de bouw-aanvragen;

(1) Overwegende dat er voor het grondgebied waar het perceel gelegen is, geen door de Koning goedgekeurd bijzonder plan van aanleg bestaat;

(1) Overwegende dat er voor het grondgebied waar het perceel gelegen is, slechts een bijzonder plan bestaat, als bedoeld in artikel 17 van voornoemde wet, en goedgerekend bij koninklijk besluit van

(1) Overwegende dat het perceel niet gelegen is binnen de omtrek van een verkaveling waarvoor naar behoren vergunning verleend is;

(2) Gelet op de gemeentelijke bouwverordening;

Overwegende dat het beschikend gedeelte van het advies, dat bij toepassing van vooroemde wet door de gemachtigde ambtenaar van het Bestuur van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening is uitgebracht, als volgt luidt: **GEENSTIG ADVIES**.

Goedgekeurd door het
Scheepencollege
op *10.12.1965*

- (1) Schrappen wat niet van toepassing is.
(2) Te schrappen wanneer er geen betrekst.

BESLIJT :

ART. 1 : De bouvergunning wordt afgegeven aan M. VAN HEE, Achiel,
die ertoe gehouden is :

1^o) de voorwaarden gesteld in het hierboven overgenomen advies van de gemachtigde ambtenaar
van het Bestuur van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening in acht te nemen;

2^o)

ART. 2 : Aan de aanvrager en aan de gemachtigde ambtenaar van het Bestuur van de Stede-
bouw en de Ruimtelijke Ordening wordt een afschrift van dit besluit gezonden.

ART. 3 : Deze vergunning moet op de bouwplaats voortdurend ter beschikking van de contro-
liediensten worden gehouden.

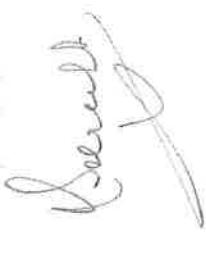
Gedaan in bovenvermelde zitting :

NAMENS HET SCHEPPENCOLLEGE :

De burgemeester-voorzitter,

Op bevel :

De secretaris.




Art. 45. — Zolang het bijzonder plan van aanleg van het grondgebied waar het perceel gelegen is, door de Koning niet is goedgekeurd, kan de vergunning niet worden verleend dan op voorwaarden van het Bestuur van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening » verder « de gemachtigde ambtenaar » genoemd.

Dat advies kan, mits behoorlijk niet redelijk omkleeft, tot weigering van de vergunning besluten. Het kan deel van de vergunning ook afhankelijk stellen van voorwaarden ter waarborging van een behoorlijke plausibiliteit, en dienoods afwijken van alle bestaande voordeleerde voorwaarden, inzonderheid van die welke uit trophaanheden voorvalheden, en dienoods afwijken van de vergunning voor het oprichten van gebouwen.

Dit procedure is eveneens van toepassing op de afgrift van vergunningen voor het oprichten van gebouwen binnen het gebied van de in artikel 17 genoemde bijzondere planten.

De vergunning moet het beschikbaar gestelde van het advies van de gemachtigde ambtenaar overnemen. De aanvrager is gehouden de in dat advies gestelde voorwaarden in acht te nemen.

Art. 47. — De planmaat van de nieuwe gebouwen wordt ten plaatse aangegeven door de zorg van het college, dat zich gedraagt naar het eventuele advies van de gemachtigde ambtenaar en bouwraad, zo niet een bouwwerk aan een grote weg betreft, naar de vertrekkingen en aktiviteiten van de betrokken administratie.

Art. 52. — Indien de vergunninghouder binnen een jaar na afgrift van de vergunning niet met de werken is begonnen, is de vergunning vervallen.

Op verzoek van de betrokken kan het scheppencollege de vergunning echter met een jaar verlengen.

Art. 54. — Van de beslissing van het college tot verlening of weigering van de vergunning wordt aan de aanvrager bij ter post aangekende brief kennis gegeven binnen vijfentwintig dagen na de datum van het ontvankelijk.

Art. 55. — De aanvrager kan binnen dertig dagen na kennisgeving van de beslissing van het scheppencollege van die beslissing in beroep komen bij de bestendige deputatie. Van de beslissing van de bestendige deputatie wordt aan de aanvrager kennis gegeven, binnen zeventig dagen na de datum van afgrift bij de post van de aangemerkende brief die het beroep bevat. De aanvrager kan, binnen dertig dagen na kennisgeving van de beslissing van de bestendige deputatie of, bij geschiedenis van die kennisgeving, na het verstrijken van de termijn waarbinnen deze plaats moet hebben, in beroep komen bij de Koning. Wordt van de beslissing van de Koning geen kennis gegeven binnen zeventig dagen na afgrift bij de post van de aangemerkende brief die het beroep bevat, dan kan de aanvrager bij aangemerkende brief de zaak aan de Minister in herinnering brengen. Indien de Koning zijn beslissing niet heeft doen kennen bij het verstrijken van een nieuwe termijn van dertig dagen ingaande op de datum van deze beroepsbrief, kan de aanvrager zonder verdere formaliteiten overgaan tot de uitvoering van de werken, niet inachtnemend van de gespreks van het dossier dat hij heeft ingediend.

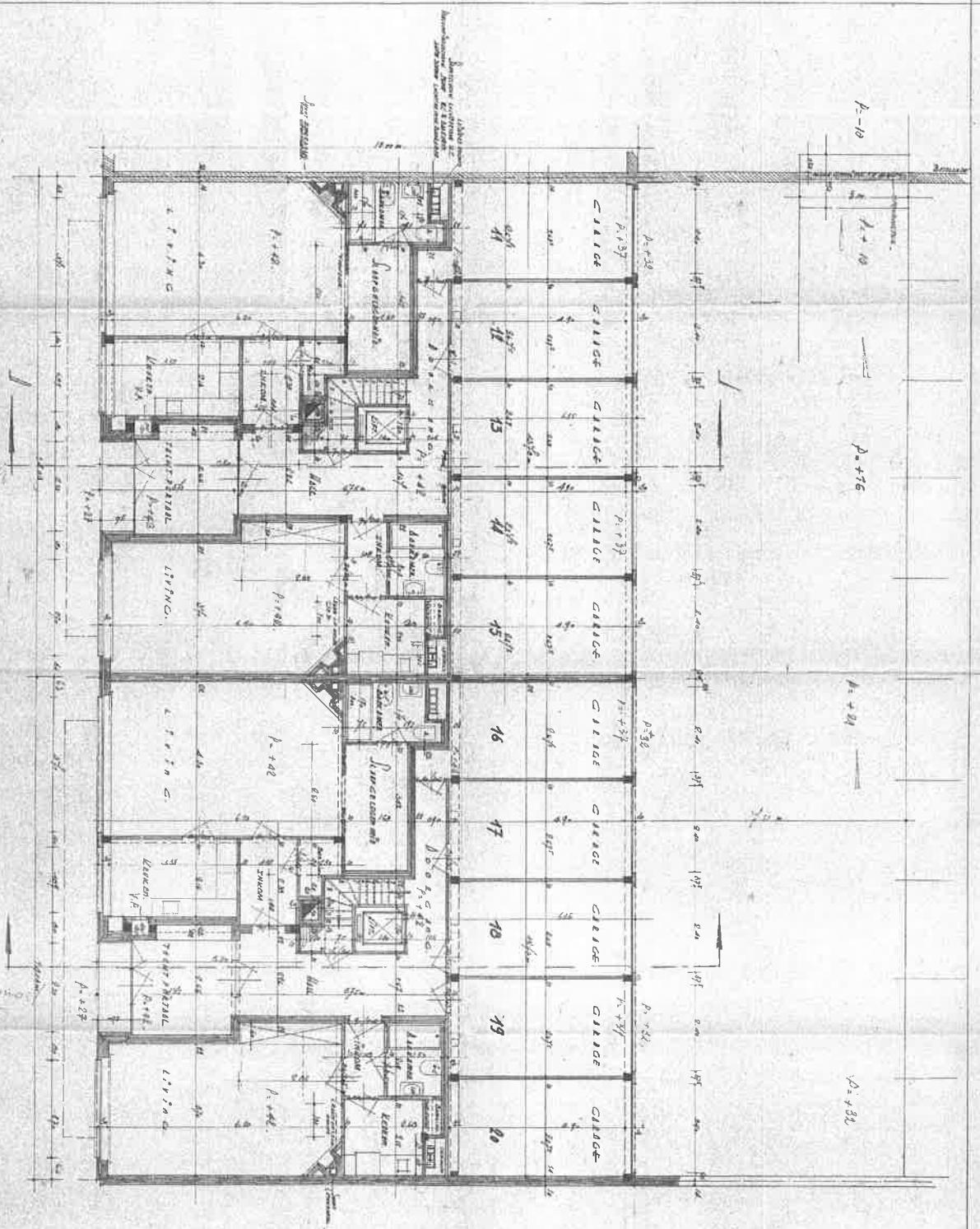
De beslissingen van de bestendige deputatie en van de Koning zijn niet rechtens onklaar.

De aanvrager of zijn raadman worden daagsewent gehoord door de bestendige deputatie of door de Minister.

Belangrijke opmerking :

Door deze vergunning is de houder ervan niet ontheven van de verplichtingen, die eventueel vereiste andere vergunningen aan te vragen, inzonderheid die van de gemeentelijke of provinciale overheid welke vereist is voor het exploiteren van een gevaarlijk, ongezond of hinderlijk bedrijf.


Directeur des Travaux
A. 66
Ce



ON / WEDNESDAY TWEE
APPOINTMENT: 5:30 P.M.

LIGGING: Avenue Bévins § 118th deal lot 499
RESIDENCE " LE MINOIKI
RESIDENCE BEAUMONT.

卷之三

CLILIN TO GROSSEINER OR GROSSEIN
WORREN IN DITTE DANE LANDSCHEIN
DANKEHR. 16 - 17 M¹⁷⁷⁷

BERNIN CIE. *b. i. d. s. v. t.*
G. M. C. N. B. T. E. L.

ONTWELD VANTWELF
APPALITMENTSGEBOUWEN.
LIGGINGEN JEWEL A. 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15.
A. E. S. I. D. E. N. C. E. B. E. E. M. E. S. I. L.

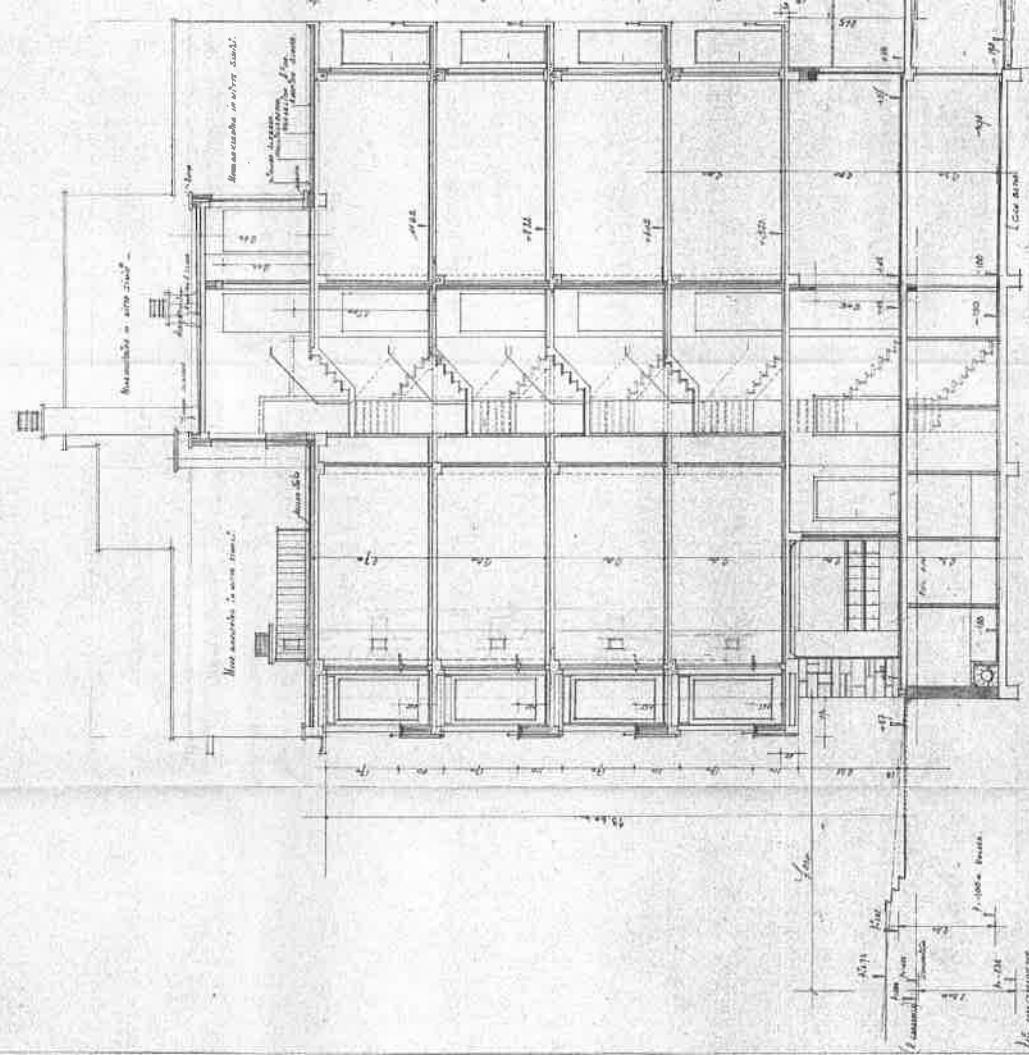
W. J. V. H. H. T. - D. L. L. D. L.
D. O. H. M. N. A. W. C. H. L. E. N.

PLAN 2. D. G. D. S. H. L. E. - A. A.
S. C. H. A. S. T. Q. L. S. P. M.

Geplaatst te Onderstaande de Grond te
verkopen op een verantwoorde man
der vorm.
A. 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15.
Gebouwde en te bouwen huizen
Op typisch. *W. J. V. H. H. T.*
De bouwbediening. *W. C. H. L. E. N.*

PLAN N° 2

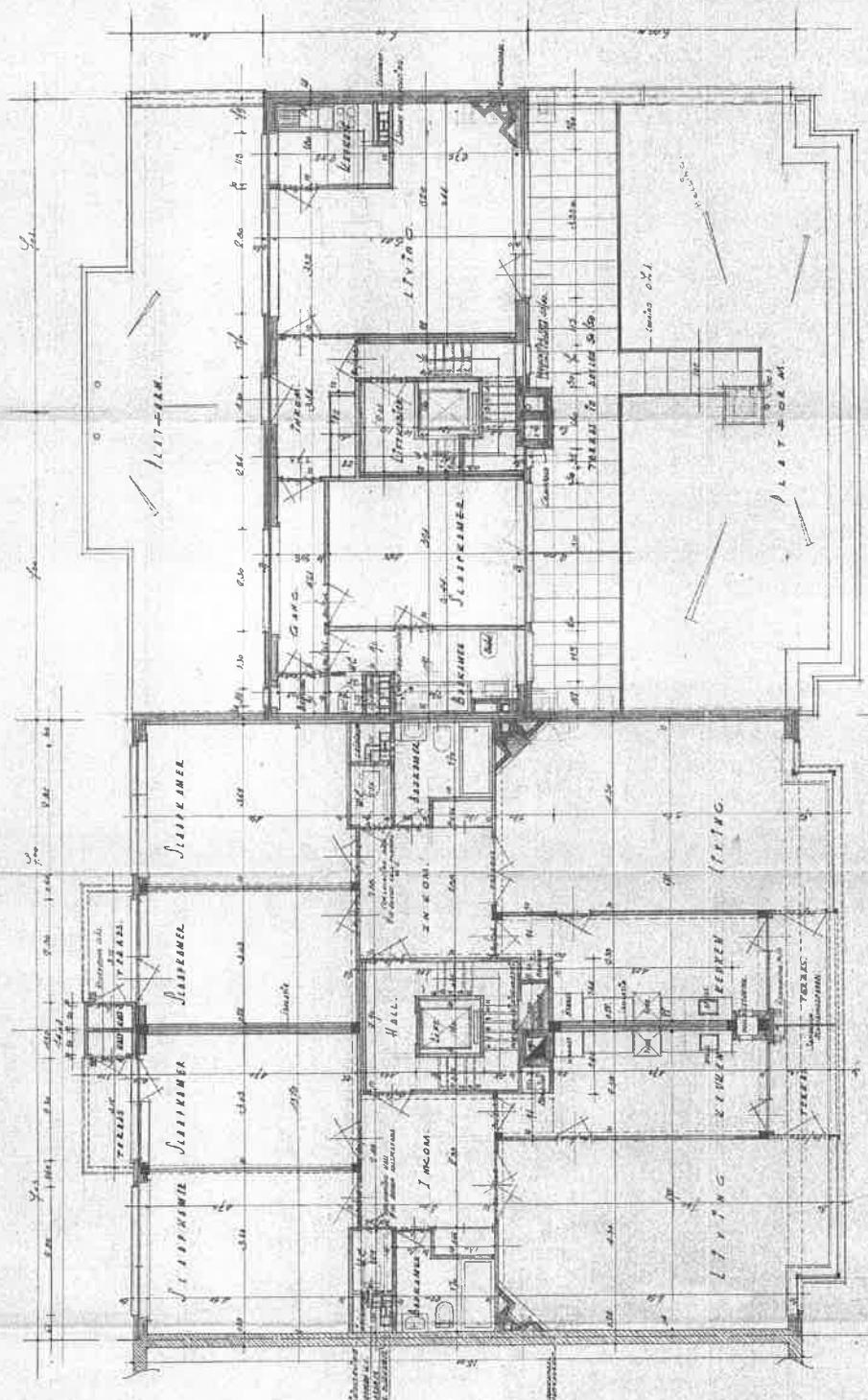
W. J. V. H. H. T. - D. L. L. D. L.
A. E. S. I. D. E. N. C. E. B. E. E. M. E. S. I. L.



D O O R D O N D E E B B

Arch. J. J. G. van der Valk
Dordt 20 Dec 1893

50
50



ONTWERP VAN TWEE APPARTEMENTS-GEWONEN
LICCINGEN BIENÉ SÉNÉ J. B. DE GROOT 1893
AFFIDENCE LE MANOIR
AFFIDENCE BEAUFÉS NIL
VODL. L. SLEENING VAN
M. VAN HET DEVELD
BOHÈMEN A WICHELEN
SCHALF. VAN P.M.

1893

ONTWERP VAN TWEE APPARTEMENTS-GEWONEN
LICCINGEN BIENÉ SÉNÉ J. B. DE GROOT 1893
AFFIDENCE LE MANOIR
AFFIDENCE BEAUFÉS NIL
VODL. L. SLEENING VAN
M. VAN HET DEVELD
BOHÈMEN A WICHELEN
SCHALF. VAN P.M.

ONTWERP VAN TWEE APPARTEMENTS-GEWONEN

1893

ONTWERP VAN TWEE APPARTEMENTS-GEWONEN
LICCINGEN BIENÉ SÉNÉ J. B. DE GROOT 1893
AFFIDENCE LE MANOIR
AFFIDENCE BEAUFÉS NIL
VODL. L. SLEENING VAN
M. VAN HET DEVELD
BOHÈMEN A WICHELEN
SCHALF. VAN P.M.

ONTWERP VAN TWEE APPARTEMENTS-GEWONEN
LICCINGEN BIENÉ SÉNÉ J. B. DE GROOT 1893
AFFIDENCE LE MANOIR
AFFIDENCE BEAUFÉS NIL
VODL. L. SLEENING VAN
M. VAN HET DEVELD
BOHÈMEN A WICHELEN
SCHALF. VAN P.M.

Deutsche Hochschule für Metallurgie, Aachen
Fachrichtung Eisen- und Stahlbau

PROVINCIE — PROVINCE
GEMEENTE — MOLENBEEK

ONTWERP VAN DRIE
INVENTENSLIBOURNEN
LIGGING: MEEREN BEKEER D. 15' 10" land tot 49° 45'
LEISTEDENCF. LE MANDOID
LEISTEDENCF. DE AEMESNL.

Mr. J. VAN HELT-DÖKHEN. A. WICHELIN.

PLAN : *1 C H T E R G E V E L* -
SCHAAL: *Q cm P. m.*

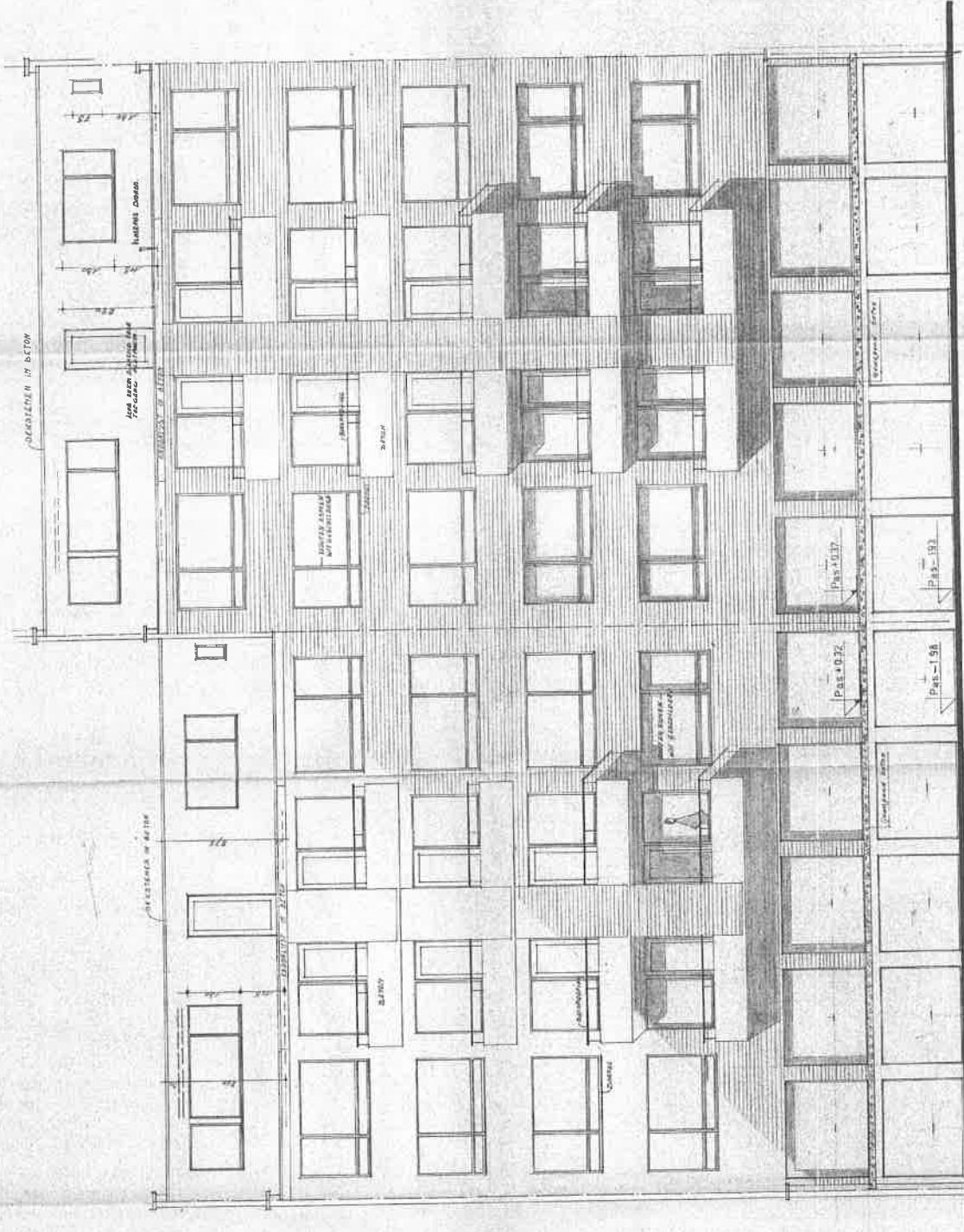
CLIZEN EN GROENBERG OON GENEDE WOERDEN BIJ MIEN BURGEMEESTER VAN DE ETCERADE
SANT. DIERENHOUW. VAN GENEDE WOERDEN
ADMIRALIT. L.G. DE WITTE
ADMIRALIT. NESTEREN
DE AEG. J.C. A.E.

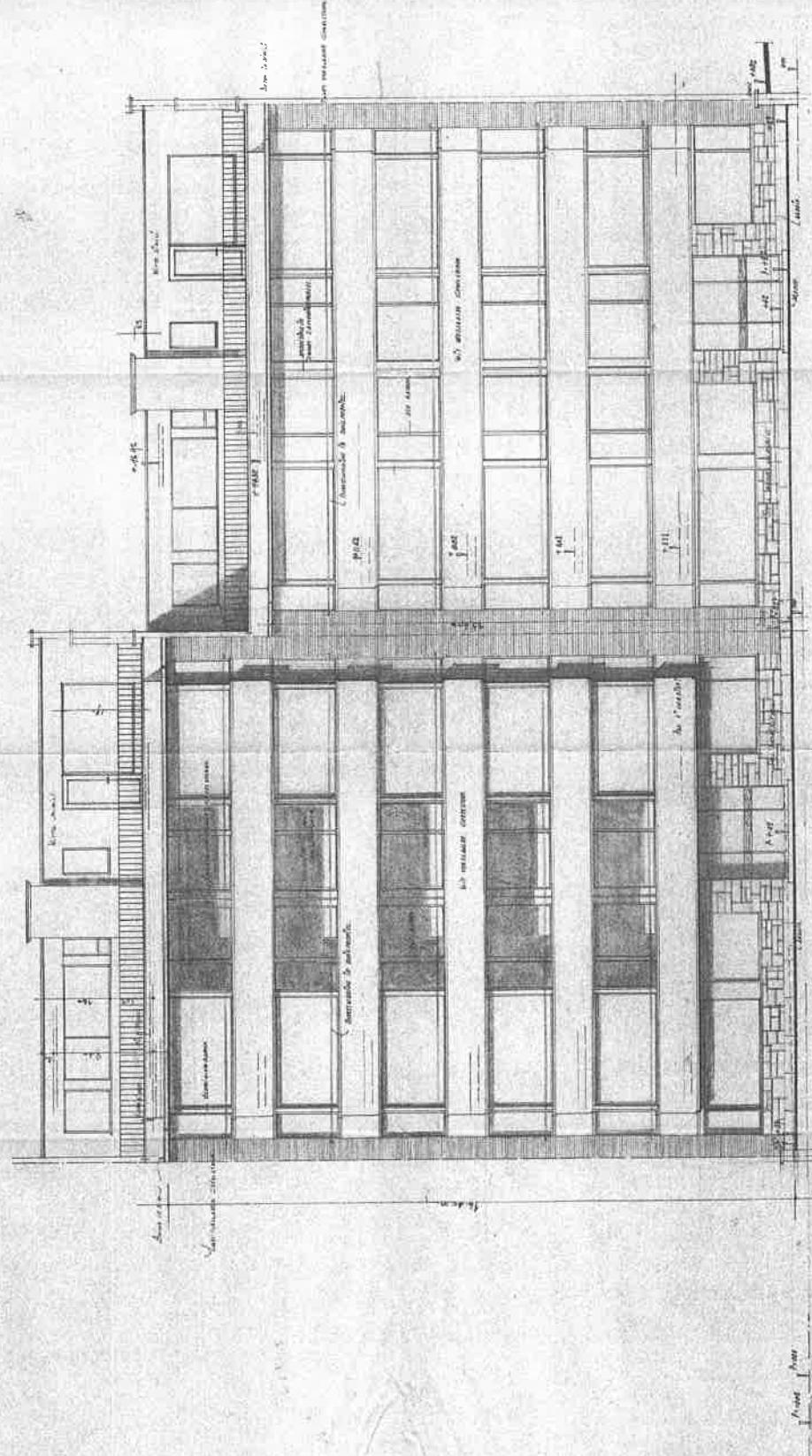
卷之三

Verzeichnis der

卷之三

F C U T T A C T I T L E





In der Zeitung "Die Presse" vom 22. Februar 1922 steht unter dem Titel "Die Technik des Krieges" eine interessante Abhandlung von Dr. Hermann Hahn.

PROVINCIJE
GEMEENTEN
BLAASBURG
MOLENBERG
ONTWERP VAN TWEE
APPARATEMENTSGEBOUWEN.
LIJGINGS-EN EENHEIDSGEBOUWEN
AAN DE STADSFACADEMIE VAN
M. J. VAN HEEGE DIERKOPPEL
BOHEMEN, WICHTELIN.
Voorzaglykheid
Aan de
Dienst
van
de
Stad
van
Amsterdam
1845

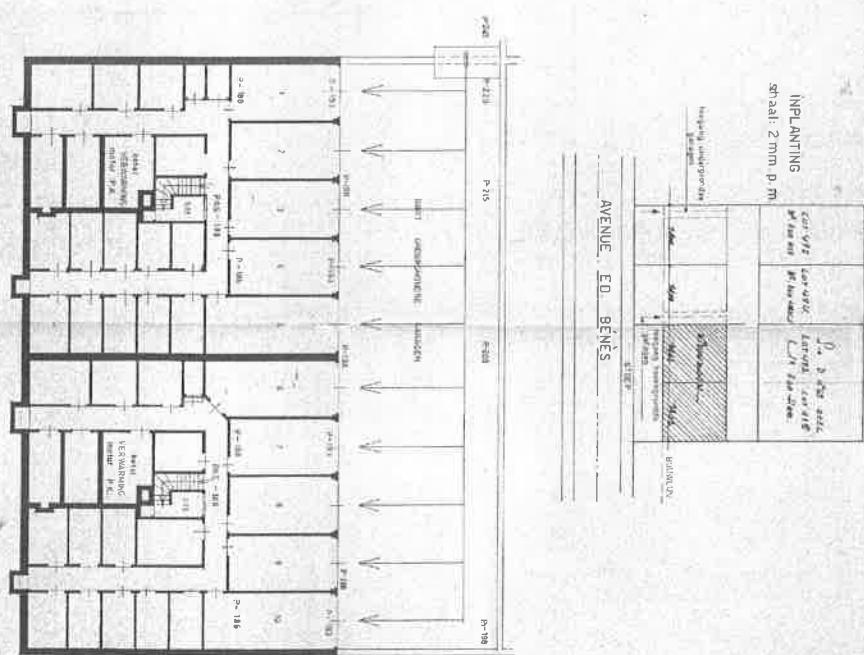
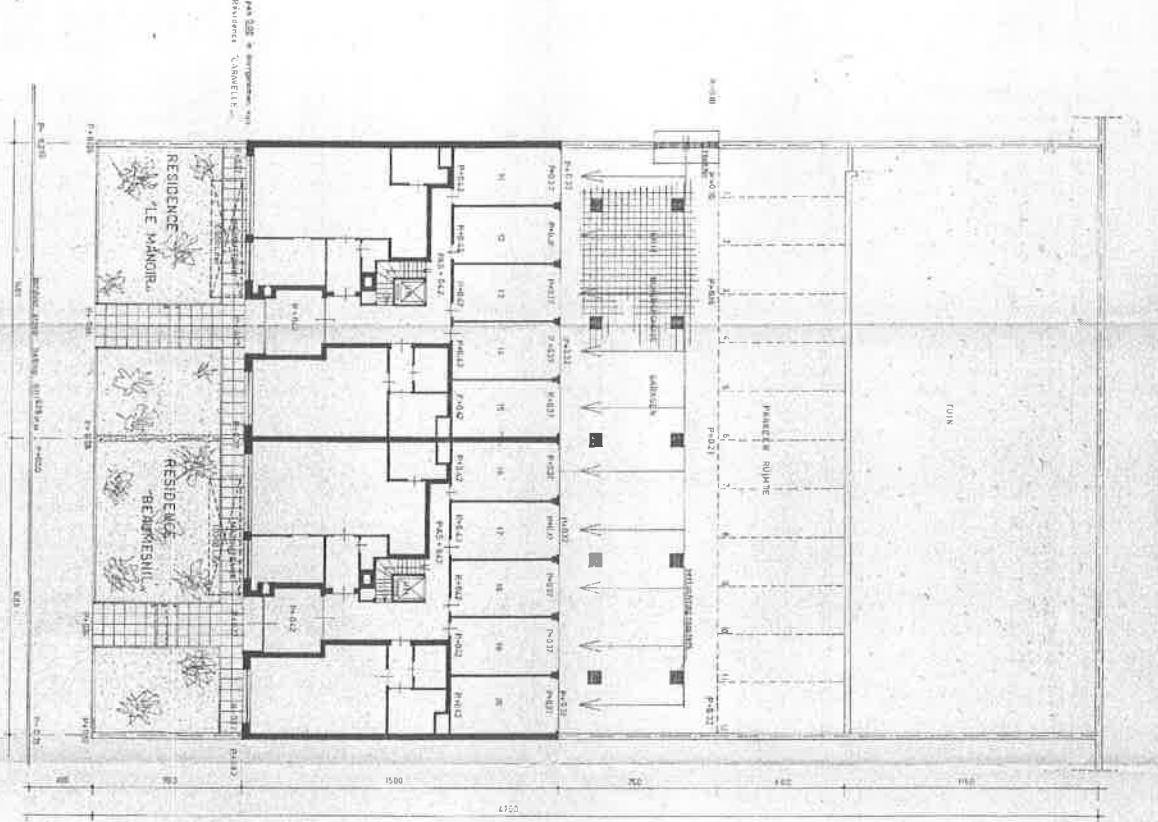
PLAN à FINIERINGEN & DAKPLAN.
SCHAL. 2 cm P.M.
Cisterne en Gooten en drenage
worden op min. 20 cm. diepte
gelegd. De waterdienst
is voorzien.

ONTWERP VAN TWEE
GELENKTE MOLENBERG.
LIGGING: HIEROGENAAR, ¹ 1/2 km. ten NOORDEN
KESIDENCE "LE MANOIR"
Voor ROLLINGEN V.H.
WAVIN HET DAKKED
BOHEMEN & WICHEN.

De bouw en voorziening van de waterdienst
is voorzien.

SCHAL. 1/2 m. ¹ 1/2 m. ¹ 1/2 m.
Dakplan voor de waterdienst.

De bouw en voorziening van de waterdienst.



卷之三

CELESTE LA GRANDEUR DES CHIMIQUES
SERVANT A LA PROTECTION DES PLANTES
LE 15 JUIN 1845
PAR
M. B. B.
DE
LA
SOCIETE
DE
PARIS
PARIS
1845